

Accord interprofessionnel national

**IDCC : 1793. – FONDS D'ASSURANCE FORMATION DES SALARIÉS,
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
(6 juillet 1972)**

AVENANT DU 6 JANVIER 2015
À L'ACCORD DU 6 JUILLET 2011
RELATIF AUX STATUTS DE L'OPCA AGEFOS PME

NOR : ASET1550308M

Les dispositions des statuts nationaux, annexe I de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, sont ainsi modifiées :

Les parties contractantes, au niveau national, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires ou ayant adhéré à la convention du 6 juillet 1972 constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME ;
- AGEFOS PME, modifiée, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, pour la partie salariée,

ont établi les présents statuts qui sont annexés à l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Article 1^{er}

Objet

Les présents statuts ont pour objet de déterminer les conditions de gestion de l'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, dans le cadre de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, modifié le 6 janvier 2015, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 2

Siège

Le siège de l'OPCA est sis 187, quai de Valmy, Paris 10^e.

Il peut être transféré à tout autre endroit en France par décision du conseil d'administration national de l'OPCA.

Article 3

Durée

La durée d'existence du fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur par les pouvoirs publics, est indéterminée.

Article 4

Administration de l'OPCA

L'OPCA, dans le respect des dispositions des articles L. 6332-2-1 et L. 6242-7 du code du travail, est administré par le conseil d'administration national prévu à l'article 2 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Le règlement intérieur national précise les dispositions complémentaires relatives à l'interdiction du cumul de mandats arrêtées par le conseil d'administration national de l'OPCA.

Le conseil d'administration national paritaire comprend vingt membres titulaires, dont le mandat est de 2 ans, sous réserve des dispositions du 12^e alinéa du présent article. Ces membres sont désignés au plan national à raison de :

- pour le collège patronal, dix membres titulaires désignés par la CGPME ;
- pour le collège salariés, deux membres titulaires désignés par chacune des cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Chaque confédération syndicale de salariés représentative au plan national interprofessionnel, signataire de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME désigne un suppléant.

La CGPME désigne un nombre équivalent de suppléants.

Le rôle et les missions des suppléants sont précisés dans le règlement intérieur national.

La composition de chaque délégation devra tendre à respecter le principe de la parité hommes-femmes.

Les mandataires doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation pour exercer leur mandat.

L'ensemble des membres, titulaires ou suppléants, du conseil d'administration reçoivent, à leur entrée en fonction, une formation technico-juridique dispensée par l'OPCA selon les modalités précisées dans le règlement intérieur national.

Ils peuvent être remplacés à tout moment, en ce qui concerne le collège patronal, par la CGPME et, en ce qui concerne le collège salariés, par les confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, pour la durée du mandat restant à courir.

Ce remplacement est opéré automatiquement dans le cas de trois absences consécutives aux réunions statutaires, sauf absence temporaire légitime.

Les informations reçues dans le cadre du mandat ont un caractère confidentiel et ne peuvent être divulguées, à l'exception des confédérations dont ils détiennent le mandat.

Les nominations des membres et leur affectation aux différents postes sont annoncées en réunion exceptionnelle du conseil d'administration national.

Article 5

Conseil d'administration

Le conseil d'administration national est, conformément à l'article 2 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, l'instance qui gère l'OPCA.

Le conseil d'administration national, composé paritairement de vingt membres titulaires, se réunit quatre fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président et son premier vice-président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les convocations ainsi que les documents préparatoires sont adressés au moins 8 jours à l'avance. Elles mentionnent l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président et son premier vice-président après consultation du bureau national.

La présence de la moitié des membres du conseil et d'un représentant au moins de la CGPME et de chaque confédération syndicale de salariés signataire de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME est nécessaire pour la validité des délibérations qui sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre du conseil d'administration national peut détenir deux pouvoirs de son collègue.

Afin d'assurer un fonctionnement régulier du conseil d'administration national de l'OPCA, les modalités de représentation de la CGPME et des confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, en cas d'empêchement des administrateurs désignés, sont précisées dans le règlement intérieur national.

En cas d'empêchement du président ou du premier vice-président, la présidence ou la première vice-présidence des réunions est assurée par un membre de leur organisation respective ou, à défaut, de leur collège respectif.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Après validation par le conseil d'administration national, les procès-verbaux sont signés par le président et le premier vice-président. Ils sont conservés sans blancs ni ratures sur un registre dédié à feuillets numérotés.

Ils sont transmis, une fois validés, aux membres du conseil d'administration national et aux suppléants de chaque organisation.

Une fois par an, le conseil d'administration national :

- arrête les comptes annuels ou intermédiaires et les comptes combinés, et propose l'affectation des résultats à l'assemblée générale ;
- examine le rapport de gestion annuel des trésoriers ainsi que les rapports spécifiques prévus par le code du travail.

Cette réunion du conseil d'administration national est convoquée par écrit avec avis de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes, chargé de présenter son rapport, est convoqué dans les mêmes conditions.

Article 6

Bureau

Le conseil d'administration national choisit en son sein un bureau national, en fonction pour 2 ans sous réserve des dispositions du 12^e alinéa de l'article 4 ci-dessus. Il comprend dix membres :

- pour le collège patronal, cinq représentants désignés par la CGPME ;
- pour le collège salariés, cinq représentants désignés par les cinq confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, à raison d'un représentant pour chaque confédération ;

Ce bureau est composé paritairement et alternativement :

D'une part, dans un collège,

- d'un président ;
- d'un deuxième vice-président ;
- d'un trésorier adjoint ;
- d'un secrétaire ;
- d'un membre,

- Et d'autre part, dans l'autre collège,
- d'un premier vice-président ;
 - d'un troisième vice-président ;
 - d'un trésorier ;
 - d'un secrétaire adjoint ;
 - d'un membre.

Quand le poste de président échoit au collège patronal, il revient à la CGPME. Quand il échoit au collège salariés, il revient à l'une des confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME selon un principe de rotation tel que défini par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Le poste de trésorier revient à un membre du collège auquel n'appartient pas le président.

En cas d'empêchement du président ou du premier vice-président, la présidence ou la première vice-présidence des réunions est assurée par les 2^e et 3^e vice-présidents de leur collège respectif.

Le conseil d'administration national délègue, sous son autorité, aux membres du bureau national les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion ordinaire de l'OPCA, notamment en organisant les dépenses et en représentant l'OPCA en justice et dans les actes de la vie civile.

Par délégation du conseil d'administration national ou de son bureau, et en accord avec le premier vice-président, le président représente AGEFOS PME pour tous les actes de la vie civile.

Le bureau national se réunit dans l'intervalle des réunions du conseil d'administration national et à chaque fois qu'il est convoqué par son président et son premier vice-président.

Les convocations ainsi que les documents préparatoires sont adressés au moins 8 jours à l'avance. Elles mentionnent l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président et son premier vice-président.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre du bureau peut détenir un pouvoir de son collège.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le premier vice-président. Ils sont conservés sans blancs ni ratures sur un registre dédié à feuillets numérotés.

Les fonctions du bureau national sont précisées au règlement intérieur national.

Article 7

Assemblée générale

L'assemblée générale annuelle ordinaire de l'OPCA, composée des membres du conseil d'administration national, est chargée en outre :

- d'approuver les comptes annuels ainsi que les comptes combinés après lecture du rapport du commissaire aux comptes ;
- de décider de l'affectation des résultats ;
- d'approuver le rapport de gestion des trésoriers ainsi que les rapports spécifiques prévus par le code du travail ;
- de nommer, pour 6 ans sur la base d'un appel d'offres, le commissaire aux comptes national et son suppléant. Le commissaire aux comptes est chargé de certifier la sincérité et l'exactitude des comptes annuels et combinés de l'AGEFOS PME.

A ce titre, elle est convoquée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes est convoqué dans les mêmes conditions.

La présence de la moitié des membres de l'assemblée générale et d'un représentant au moins de la CGPME et de chaque confédération syndicale de salariés signataire de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME est nécessaire pour la validité des délibérations qui sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre de l'assemblée générale peut détenir deux pouvoirs de son collègue.

En cas d'empêchement du président ou du premier vice-président, la présidence ou la première vice-présidence des réunions est assurée par les 2^e et 3^e vice-présidents de leur collège respectif.

Si besoin est, ou sur la demande d'un quart de ses membres, le président et son premier vice-président convoquent une assemblée générale extraordinaire afin de délibérer notamment sur :

- les modifications apportées aux statuts des associations de gestion paritaires territoriales, sur proposition du conseil d'administration national ;
- la création et la dissolution d'une association de gestion paritaire territoriale ainsi que la scission ou la fusion avec une ou plusieurs autres associations de gestion paritaires territoriales ;
- ou tout autre point relevant de sa compétence.

Cette assemblée générale extraordinaire est convoquée dans les mêmes conditions que l'assemblée générale annuelle ordinaire.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le premier vice-président. Ils sont conservés sans blancs ni ratures sur un registre dédié à feuillets numérotés.

Article 8

Règlement intérieur national

Le conseil d'administration national établit le règlement intérieur national qui précise, dans le respect de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME et des présents statuts, les modalités de fonctionnement statutaire de l'OPCA auxquelles il entend donner un caractère permanent.

Le règlement intérieur national est annexé aux présents statuts. Contrairement à ces derniers, le règlement intérieur national ne fait pas l'objet d'un dépôt en préfecture.

Article 9

Organisation et fonctionnement. – Commissions et missions paritaires

Sections professionnelles paritaires. – Etablissements de gestion dédiés à des branches professionnelles

Commissions et missions paritaires

Pour faciliter la réalisation des missions que s'est assigné l'OPCA conformément aux dispositions du préambule et de l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, le conseil d'administration national peut créer, en son sein, des commissions et confier des missions ponctuelles à ses membres choisis paritairement.

L'organisation des commissions ou missions qui fonctionnent sous l'autorité du conseil d'administration national fait l'objet de dispositions du règlement intérieur national.

Il s'agit des commissions suivantes :

- commission nationale de formation (CNF) ;
- commission nationale financière et de contrôle (incluant le volet « marchés et achats ») ;
- commission nationale d'audit ;
- commission nationale des mandats ;
- commission nationale immobilière ;
- commission nationale de recrutement ;
- commission de rémunération des cadres dirigeants.

En outre, d'autres commissions paritaires peuvent être créées, à titre temporaire, dont le mandat ne peut excéder la période d'une mandature, soit 2 ans.

Sections professionnelles paritaires

Les sections professionnelles paritaires sont destinées à permettre aux branches professionnelles ayant désigné par accord collectif l'AGEFOS PME comme l'organisme collecteur des contributions versées au titre de la formation professionnelle continue de bénéficier, selon les règles définies dans un protocole d'accord spécifique par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, des moyens de l'AGEFOS PME pour mettre en œuvre une politique nationale de formation dans la branche professionnelle concernée.

Les protocoles d'accord spécifiques constitutifs des sections professionnelles paritaires sont tenus à la disposition des administrateurs nationaux.

Dans le cadre ainsi défini, le conseil d'administration national met en particulier à la disposition des sections les moyens humains et techniques de l'OPCA.

Les sections professionnelles paritaires sont constituées conformément aux dispositions de l'article R. 6332-16 du code du travail, après accord du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Elles sont placées sous l'autorité du conseil d'administration national. Leur gestion est paritaire.

Elles disposent sur les politiques de formation d'un pouvoir de proposition et d'orientation propre à leur domaine professionnel de compétences qui s'appuie sur les orientations définies par leurs CPNEFP respectives.

Les organisations représentatives des employeurs et des salariés du secteur professionnel considéré peuvent confier à l'AGEFOS PME la création et la mise en œuvre d'un observatoire paritaire des métiers et des qualifications de ce secteur, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME établit un règlement intérieur spécifique relatif à l'organisation et au fonctionnement des sections professionnelles paritaires qui est inclus dans le règlement intérieur national.

Etablissements de gestion dédiés à des branches professionnelles

Pour favoriser l'intégration des branches professionnelles au sein de l'AGEFOS PME et faciliter les relations entre les entreprises de ces branches professionnelles et les services techniques du siège national de l'OPCA, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut créer un établissement de gestion dédié à cette branche professionnelle.

Cet établissement est chargé de mettre en œuvre la politique de formation de la branche professionnelle considérée dans leur champ d'intervention, en respectant les objectifs assignés à l'OPCA tels que prévus au préambule de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Placé sous l'autorité et la responsabilité du conseil d'administration national, il assure toutes missions qui lui sont confiées par ce dernier, en particulier d'information, de sensibilisation, d'accompagnement et de conseil, auprès des entreprises de son secteur ou de sa branche professionnelle.

Pour mettre en œuvre la politique de formation de la branche professionnelle considérée, cet établissement fonctionne en liaison avec une ou des sections professionnelles paritaires déjà constituées au sein de l'AGEFOS PME.

Le conseil d'administration national crée au sein de cet établissement une commission paritaire de suivi, agissant sous sa responsabilité, chargée principalement :

- du contrôle de la gestion de la formation de ladite branche professionnelle ;
- des demandes de financement.

Le règlement intérieur national peut apporter toutes précisions nécessaires concernant les modalités de fonctionnement des établissements de gestion ainsi créés.

Au vu de la mise en œuvre du dispositif mentionné aux alinéas précédents, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut décider d'y apporter tout aménagement qui s'avérerait nécessaire.

Article 10

Dispositions concernant le remboursement des frais liés à la tenue des instances paritaires de l'OPCA

L'OPCA AGEFOS PME, dans le respect des dispositions légales en vigueur, rembourse, sur présentation des justificatifs, les frais de déplacement, de séjour et de restauration engagés par les représentants des organisations signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, gestionnaires de l'AGEFOS PME, qui siègent dans les instances paritaires nationales et territoriales de l'OPCA. Ces remboursements s'effectuent selon les dispositions prévues au d de l'article 13 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Par ailleurs, en dehors des réunions des instances mentionnées ci-dessus l'OPCA prend en charge les frais de déplacement et de séjour de ces représentants dans l'exercice des missions et représentations qui leur seraient confiées.

Les organisations signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME prennent en charge les frais de déplacement, de séjour et de restauration de leurs représentants au sein de la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA).

Article 11

Conférence nationale

La conférence nationale, assemblée d'informations et d'échanges et lieu d'expression des confédérations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est convoquée par le conseil d'administration national.

Cette conférence, réunie tous les 2 ans, est destinée notamment à faire connaître le rapport d'activité de l'OPCA qui fait l'objet d'une publication en ligne.

Elle est constituée en nombre égal des représentants du collège patronal, désignés au plan national, par la CGPME, et du collège salarié désignés au plan national par chacune des cinq confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Les organisations susvisées assurent, sous leur responsabilité, une représentation nationale et territoriale à cette conférence nationale.

L'ordre du jour de la conférence nationale, ses modalités de fonctionnement, sa composition tenant compte des différentes composantes de l'OPCA, les documents à mettre à la disposition des participants, ainsi que le nombre des délégués des organisations susvisées, sont arrêtés par le conseil d'administration national.

Elle est informée de la marche de l'OPCA par les rapports d'activité du conseil d'administration national.

Article 12

Directeur général et directeurs des associations de gestion paritaires territoriales

La mission, les responsabilités, les conditions d'exercice de la fonction et les modalités d'intégration et de départ des cadres dirigeants salariés (dont les directeurs territoriaux) sont fixées au plan national et précisées dans le règlement intérieur national et le règlement intérieur territorial (statut du directeur).

12.1. Directeur général

Le conseil d'administration national, sur proposition du bureau national qui procède à la recherche et la centralisation des candidatures, engage le directeur général, selon des modalités précisées dans le règlement intérieur national.

Placé sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration national et du bureau national auxquels il rend compte régulièrement, le directeur général applique les orientations et directives définies par le conseil d'administration national pour atteindre les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Le directeur général est évalué par le président et le premier vice-président de l'OPCA.

Le directeur général exerce, par délégation, les responsabilités suivantes :

- il anime le siège national de l'OPCA ;
- il est responsable de la gestion administrative et comptable de celui-ci, ainsi que de la gestion de son personnel.

Sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration national et pour mettre en œuvre, par délégation, les orientations définies par ce dernier :

- il mobilise les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la mise en application de la politique ainsi définie et décidée ;
- il est chargé :
 - des relations de nature administrative avec toute personne morale, en particulier les pouvoirs publics ;
 - des relations de nature administrative avec les associations de gestion paritaires territoriales en particulier auprès des directeurs territoriaux, les sections professionnelles paritaires et les établissements de gestion dédiés à des secteurs et branches professionnels ;
- il coordonne, dans le cadre des conventions de délégation avec les associations de gestion paritaires territoriales, l'activité des directeurs territoriaux afin que soient respectées les orientations et directives définies par le conseil d'administration national, ainsi que l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles régissant le fonctionnement de l'AGEFOS PME.

Pour l'exercice de ses missions, le directeur général peut déléguer, sur autorisation précisément définie du conseil d'administration national, une ou plusieurs de ses missions à un directeur général adjoint dont les attributions sont précisées dans le règlement intérieur national.

12.2. Directeurs des associations de gestion paritaires territoriales

Les règles communes définissant les responsabilités des directeurs territoriaux et les dispositions qui leur sont applicables en matière de recrutement et de rupture du contrat de travail sont fixées au plan national.

Ces règles communes s'appliquent aux salariés assumant une fonction de direction au plan technique des associations de gestion paritaires territoriales chargées de gérer les sections paritaires de l'OPCA selon les dispositions prévues à l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Sont réputées remplir cette condition les personnes disposant pour l'exercice de leur mission, d'une délégation de signature accordée par le conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale.

Le directeur territorial, salarié du siège national de l'OPCA, est engagé par le conseil d'administration national après avis conforme du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale.

En cas de désaccord persistant entre le conseil d'administration national et le conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale, une mission de médiation est diligentée par le conseil d'administration national. Si aucune solution n'est trouvée, la décision revient au conseil d'administration national.

Le directeur territorial est détaché pour une durée indéterminée auprès du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale.

Le conseil d'administration national fixe au niveau national les dispositions concernant les modalités pratiques de recrutement et de gestion des personnels exerçant la fonction de directeur territorial ainsi que les conditions de leur détachement auprès du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale. Il fixe également les dispositions concernant les modalités pratiques préalables à la rupture du contrat de travail sous forme de licenciement de ces personnels.

L'ensemble de ces modalités figurent dans le règlement intérieur national.

Placé sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration national et du bureau national auxquels il rend compte régulièrement, le directeur territorial applique, dans le cadre de la convention de délégation de l'association de gestion paritaire territoriale les orientations et directives définies par le conseil d'administration national pour atteindre, au plan territorial, les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1^{er} de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ainsi que les objectifs définis par le conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale, qui peuvent tenir compte des spécificités territoriales, selon les modalités précisées dans la convention de délégation.

Pour mettre en œuvre, sur le plan pratique, par délégation, les orientations et directives générales définies par le conseil d'administration national, il assure les fonctions suivantes, sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale :

- il mobilise les moyens humains, techniques et financiers nécessaires à la mise en application de la politique décidée et définie par le conseil d'administration national ;
- il anime la structure administrative de l'association de gestion paritaire territoriale ;
- il est responsable de la gestion administrative et comptable de celle-ci ainsi que de la gestion de son personnel ;
- il est chargé :
 - des relations de nature administrative avec les pouvoirs publics de la zone géographique couverte par l'association de gestion paritaire territoriale ;
 - des relations de nature administrative avec le siège national de l'OPCA, notamment le directeur général.

Le statut du directeur territorial, qui est tenu à la disposition des membres du conseil d'administration national, précise les conditions d'exercice du contrat de travail des directeurs territoriaux. Il complète les dispositions prévues dans les règlements intérieurs (national et territorial), notamment en ce qui concerne les modalités de leur détachement auprès du conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale.

Toute modification de ce statut fait l'objet d'une décision du conseil d'administration national.

Le directeur territorial rend compte régulièrement de son activité au conseil d'administration national, au bureau national ainsi qu'au conseil d'administration de l'association de gestion paritaire territoriale dont il dépend. Le règlement intérieur national précise les modalités pratiques de ce compte rendu d'activité.

Article 13

Modifications

Toute modification des présents statuts est décidée conformément à l'article 13 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Les modifications des statuts sont actées en assemblée générale extraordinaire de l'AGEFOS PME.

Le président de l'OPCA doit faire connaître dans les 3 mois à la préfecture du département du siège de l'OPCA, au titre du registre spécial des associations, tous les changements survenus dans l'administration de l'OPCA ainsi que les éventuelles modifications apportées à ses statuts.

Les récépissés délivrés par les autorités administratives sont classés dans ledit registre.

Le règlement intérieur national, intégrant le protocole d'accord spécifique des sections professionnelles paritaires et le règlement intérieur des établissements de gestion dédiés, qui constitue l'annexe des présents statuts, peut être modifié par le conseil d'administration national de l'OPCA.

Article 14

Cessation d'activité du fonds

En cas de cessation d'activité pour quelque cause que ce soit, les biens d'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doivent être dévolus, sur décision de l'assemblée générale de l'OPCA, à un ou des organismes de même nature.

Fait à Paris, le 6 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CGPME.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.